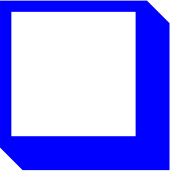


CSI-AFRIQUE
7 mai 2010

La Gouvernance Economique et les finances publiques

Dr. Koffi SODOKIN
ksodokin@tg.refer.org

Module 1: L'économie nationale et les acteurs

 L'Etat

 Le marché

 Les autres

acteurs

Le rôle de l'Etat

Le rôle de l'État

```
graph TD; A[Le rôle de l'État] --> B[Le débat sur le rôle de l'État en perspective]; A --> C[Le devenir du rôle de l'État : les grands enjeux]; B --- D["■ Le triomphe de l'État-Providence et les Trente Glorieuses  
■ La crise du pétrole et la remise en cause"]; C --- E["■ L'état des lieux  
■ Les enjeux"];
```

Le débat sur le rôle de l'État en perspective

- Le triomphe de l'État-Providence et les Trente Glorieuses
- La crise du pétrole et la remise en cause

Le devenir du rôle de l'État : les grands enjeux

- L'état des lieux
- Les enjeux

Le débat sur le rôle de l'Etat en perspective

Avant la crise généralisée de 2008, l'influence de la pensée dominante anglo-saxonne avait estompé le règne de « L'État-Providence » au bénéfice d'un « État Gendarme » minimaliste, fixant les règles du jeu et se limitant à ses fonctions « régaliennes » (police, armée, justice). Le *policy mix* keynésien était remis en cause dans les choix politiques des grandes économies.

Le triomphe de l'Etat providence et les 30 glorieuses

□ Le point de départ : 1860

**➤ La notion d'Etat providence ou d'Etat
« social »**

**➤ La crise de 1929 comme révélateur
des insuffisance d'un système fondé
sur la loi du marché**

□ **La période contemporaine**



- Intervention de l'Etat au plan structurel et conjoncturel au lendemain de la seconde guerre mondiale
- L'Emergence de l'Etat du « bien-être »

□ la crise du pétrole et la
remise en cause du rôle de
l'Etat

➤ les limites de l'Etat
providence

➤ le désengagement de l'Etat

Les enjeux

-  trouver un point de convergence entre le néolibéralisme et le keynésianisme?
-  de l'importance de la politique budgétaire

L'omniprésence des marchés

L'omniprésence des marchés

```
graph TD; A[L'omniprésence des marchés] --> B[Les logiques commerciales]; A --> C[Les logiques financières]; B --- D[La spécialisation et la concurrence]; B --- E[Les réseaux des échanges]; C --- F[La globalisation financière]; C --- G[Les dérivés];
```

Les logiques commerciales

- La spécialisation et la concurrence
- Les réseaux des échanges

Les logiques financières

- La globalisation financière
- Les dérivés

Les logiques commerciales

- ❑ La spécialisation et la concurrence
- ❑ Les réseaux des échanges

La spécialisation et la concurrence

Le principe de spécialisation

Le principe de spécialisation (cf. les théories classiques des avantages absolus et des avantages comparatifs¹) est producteur de complémentarités. La loi des dotations en facteurs de production explique que chaque pays a intérêt à se spécialiser en se basant sur le facteur de production le plus abondant dont il dispose : ainsi les pays en développement exporteraient des produits incorporant beaucoup de main d'oeuvre.

Le principe de concurrence

Le principe de concurrence rappelle que, dans la plupart des domaines, l'échange est le lieu d'une lutte de tous contre tous en vue de l'appropriation des segments de production le mieux rémunérés.

Composition des exportations mondiales (1950-2007)

pourcentage

	1950	1963	1973	1980	1983	1987	1995	2002	2007
Produits primaires	60	45	38	42	39	28	22	22	27
- Agricoles	46	29	21	15	15	14	12	9	9
- Minéraux	n.d.	6	6	4	4	3	3	3	2
- Énergétiques	n.d.	10	11	23	20	11	7	10	16
Produits manufacturés	40	55	62	58	61	72	78	78	73

Source : OMC, International Trade Statistics, 2009.

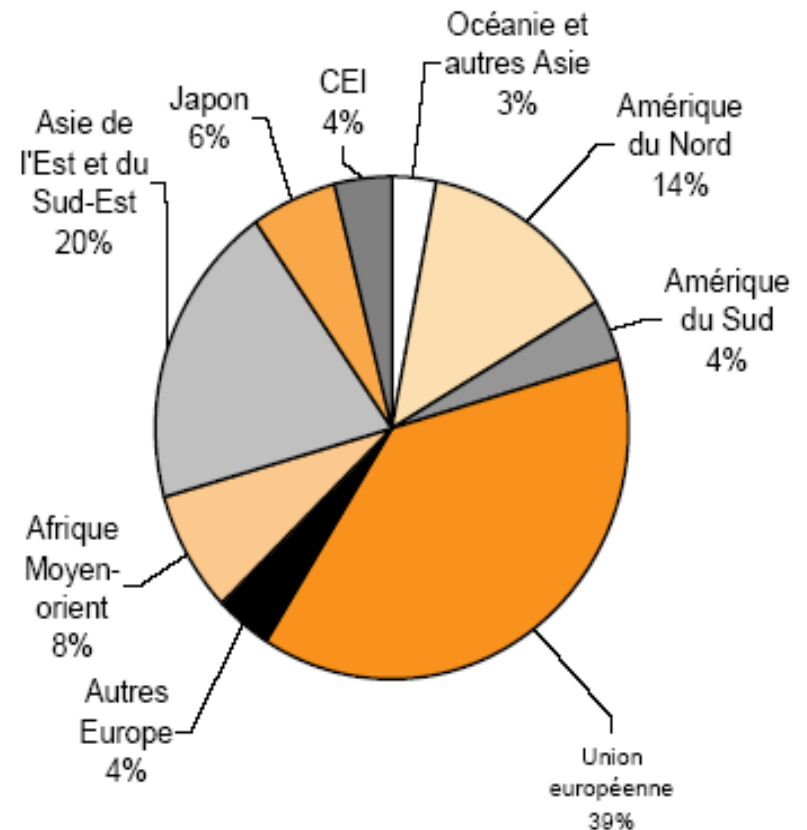
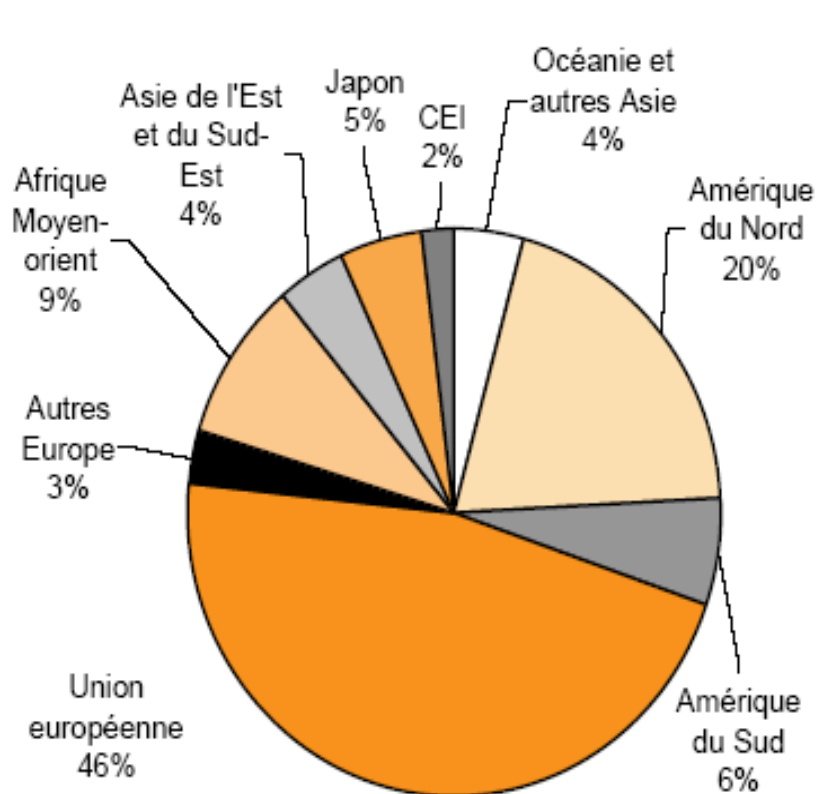
Les réseaux des échanges

La polarisation régionale du commerce internationale

LES EXPORTATIONS MONDIALES EN NEUF ZONES (EN POURCENTAGE DU TOTAL)

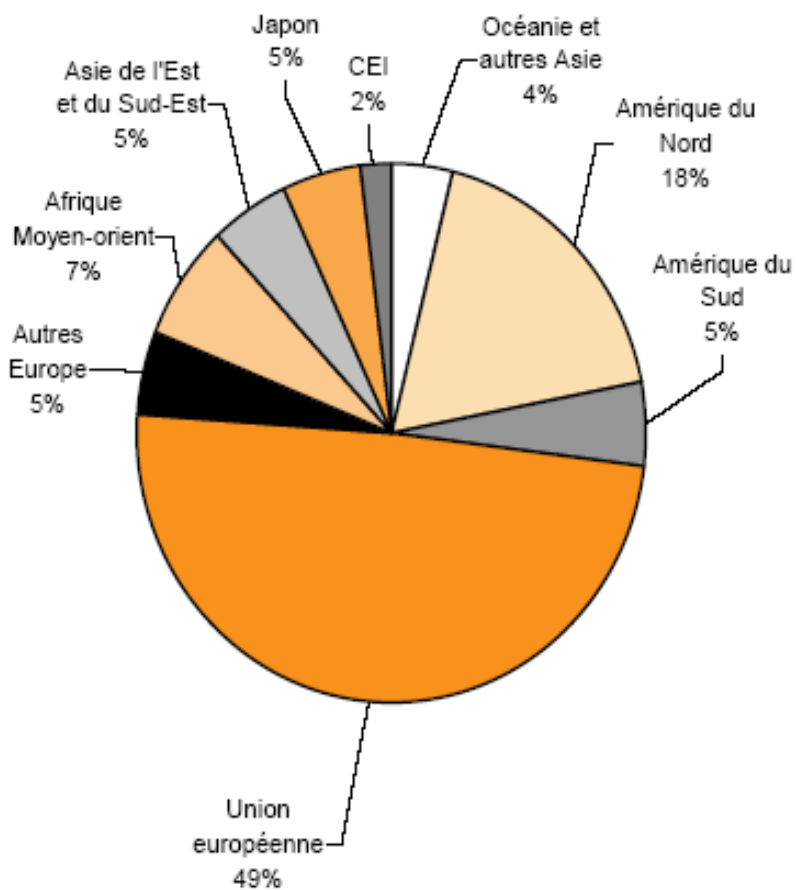
1967 - 217 milliards de dollars

2006 - 11 465 milliards de dollars

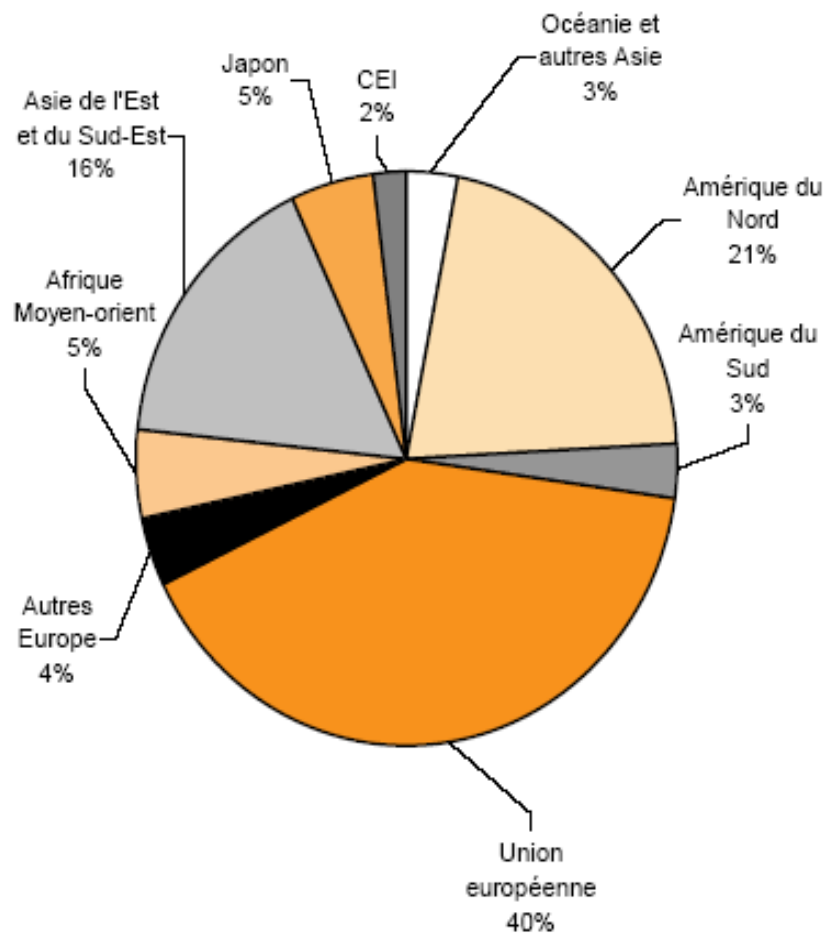


LES IMPORTATIONS MONDIALES EN NEUF ZONES (EN POURCENTAGE DU TOTAL)

1967 - 217 milliards de dollars



2006 - 11 465 milliards de dollars



La formation de zones d'influence spécifiques

Commerce mondial, tous produits, par grands ensembles Nord - Sud en 2002
(en pourcentage du total des échanges mondiaux)

Origine	Destination →	ANL	EAP	JAO	Monde	Taux d'intégration*
↓						
Amérique du Nord et latine (ANL)		13,0	4,3	3,7	21,0	62
Europe - Afrique - Proche-Orient (EAP)		6,7	40,7	6,0	53,4	75
Japon - Asie - Océanie (JAO)		7,0	5,7	12,8	25,6	50
Monde		26,7	50,7	22,5	100	
Taux d'intégration*		49	80	57		

*Taux d'intégration : Part des échanges internes à chaque grand ensemble dans ses échanges totaux (en %)

Source : Organisation Mondiale du Commerce (OMC), 2003

Les logiques financières

□ La globalisation financière

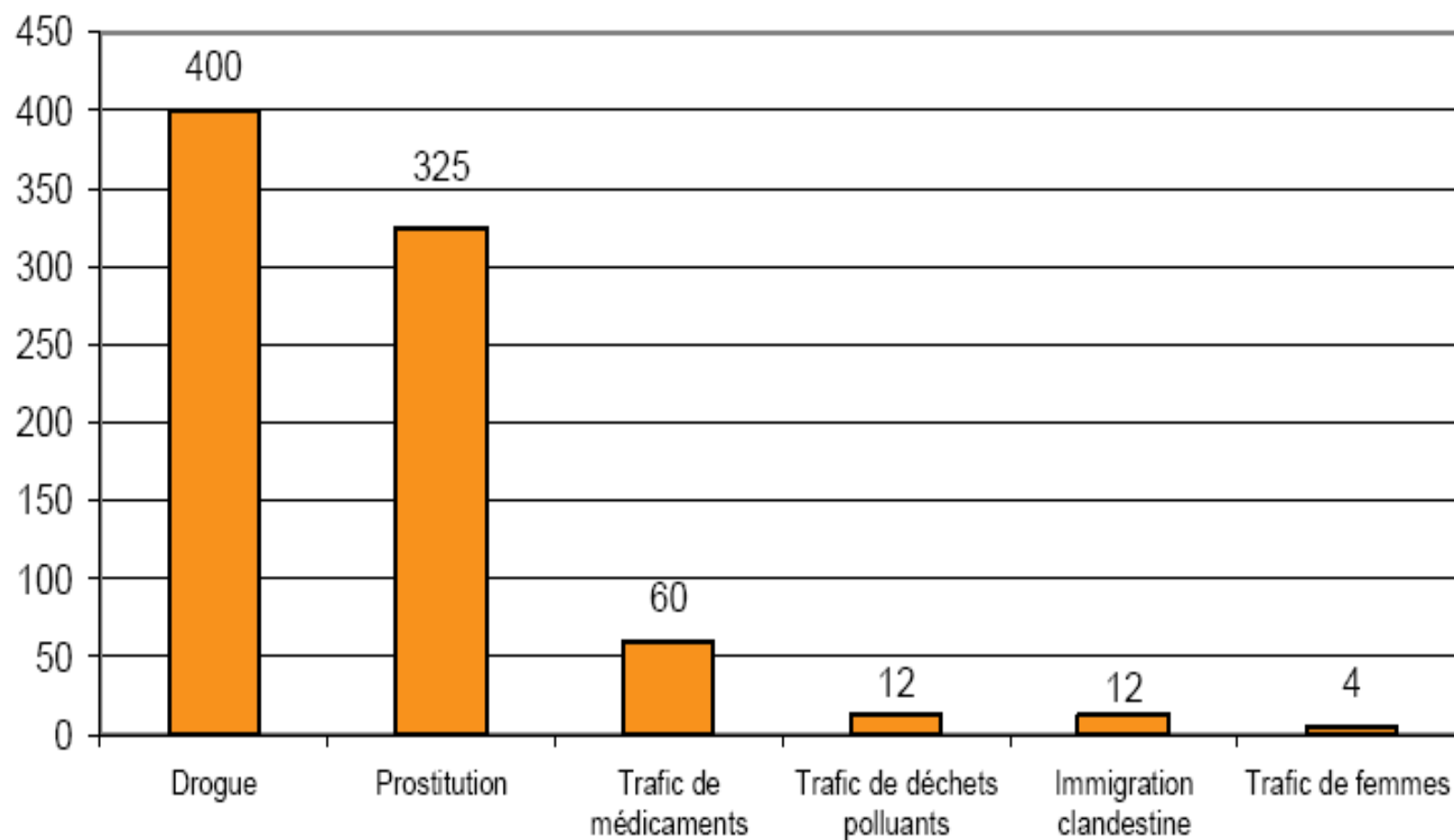
➤ Le concept

➤ les NTIC et l'évolution
démographique

□ les dérives

➤ Blanchissement et autres pratiques

Estimation des profits générés par la criminalité (milliards d'euros par an)



Source : Programme des Nations Unies sur le Contrôle International des Drogues -PNUCID, Europol, Organisation Mondiale de la Santé - OMS, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi.

□ Les paradis fiscaux

- liste blanche : les pays qui ne posent pas de problème du point de vue de la coopération fiscale internationale (les « blancs ») ;

- liste noire : les Etats non coopératifs (les « noirs » ou « l'enfer »), au nombre de 4 initialement, cette liste ne comportait déjà plus aucun pays quelques jours après le G20. Outre le fait que les institutions internationales ne pourront plus travailler avec les Etats récalcitrants, il est prévu de déterminer une palette de sanctions ;

- liste grise (gris foncé et gris clair) : (le « purgatoire »), 42 pays qui se sont engagés à évoluer vers une transparence en matière de coopération fiscale (s'y retrouvent notamment les pays européens critiqués pour servir de refuge aux agents économiques cherchant à échapper à l'impôt, comme le Liechtenstein, le Luxembourg ou la Suisse, mais aussi l'Autriche et la Belgique).

La place grandissante des organisations internationales

La place grandissante des organismes internationaux

```
graph TD; A[La place grandissante des organismes internationaux] --> B[L'encadrement réglementaire]; A --> C[La montée en puissance des acteurs non étatiques]; B --- D["■ L'ONU  
■ Le financement international du développement  
■ Les regroupements informels d'États"]; C --- E["■ Les acteurs privés  
■ Les autorités morales"]
```

L'encadrement réglementaire

- L'ONU
- Le financement international du développement
- Les regroupements informels d'États

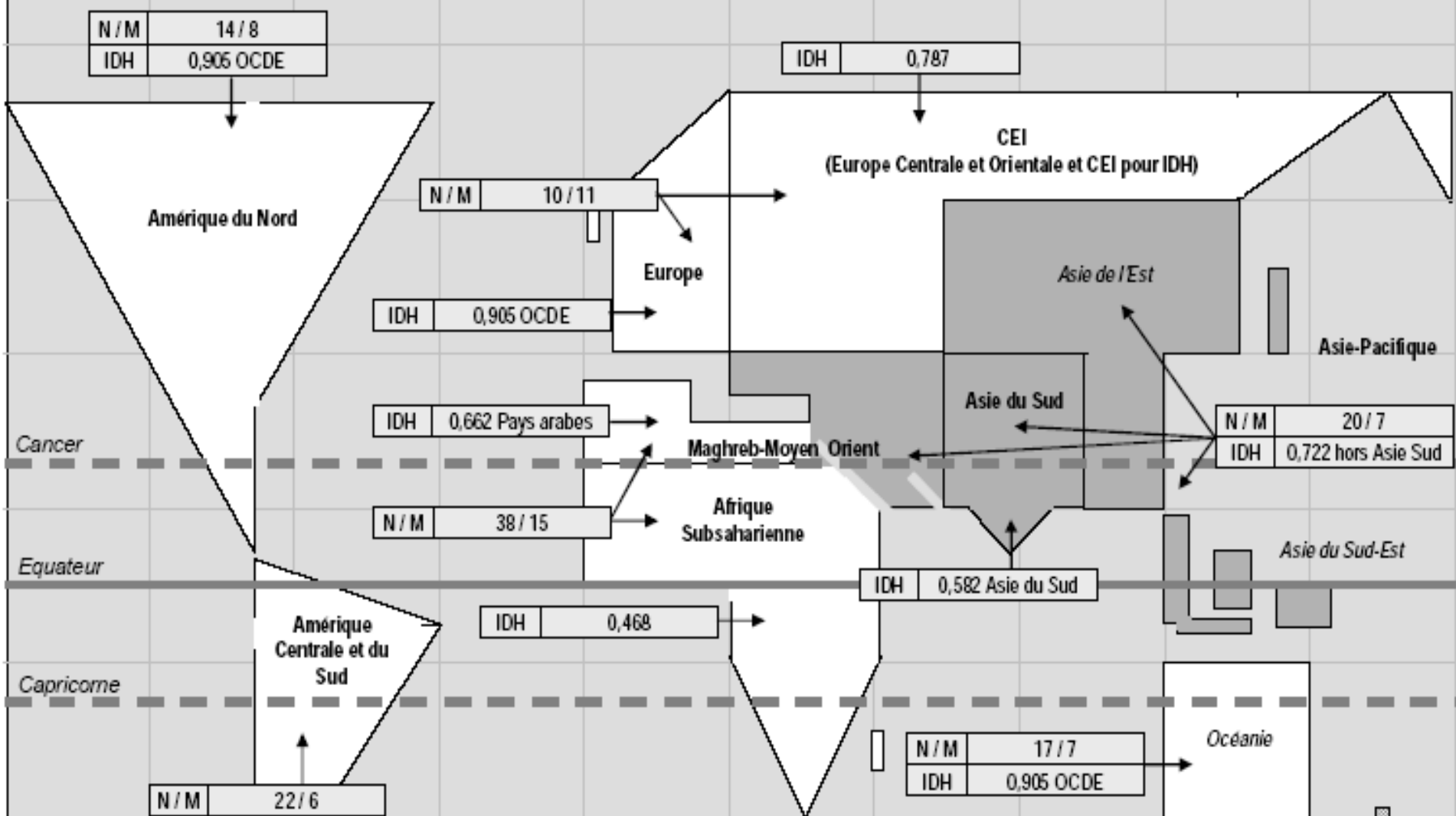
La montée en puissance des acteurs non étatiques

- Les acteurs privés
- Les autorités morales

Module 2: les indicateurs économiques et sociaux de base

- ❑ La mortalité/la natalité et l'IDH
- ❑ Fécondité/Espérance de vie
- ❑ Tendances mondiale de l'espérance de vie et le revenu par habitant
- ❑ Répartition du revenu national
- ❑ Travailleurs vivants en dessous du seuil de 2\$ par jour

La mortalité/la natalité et l'IDH

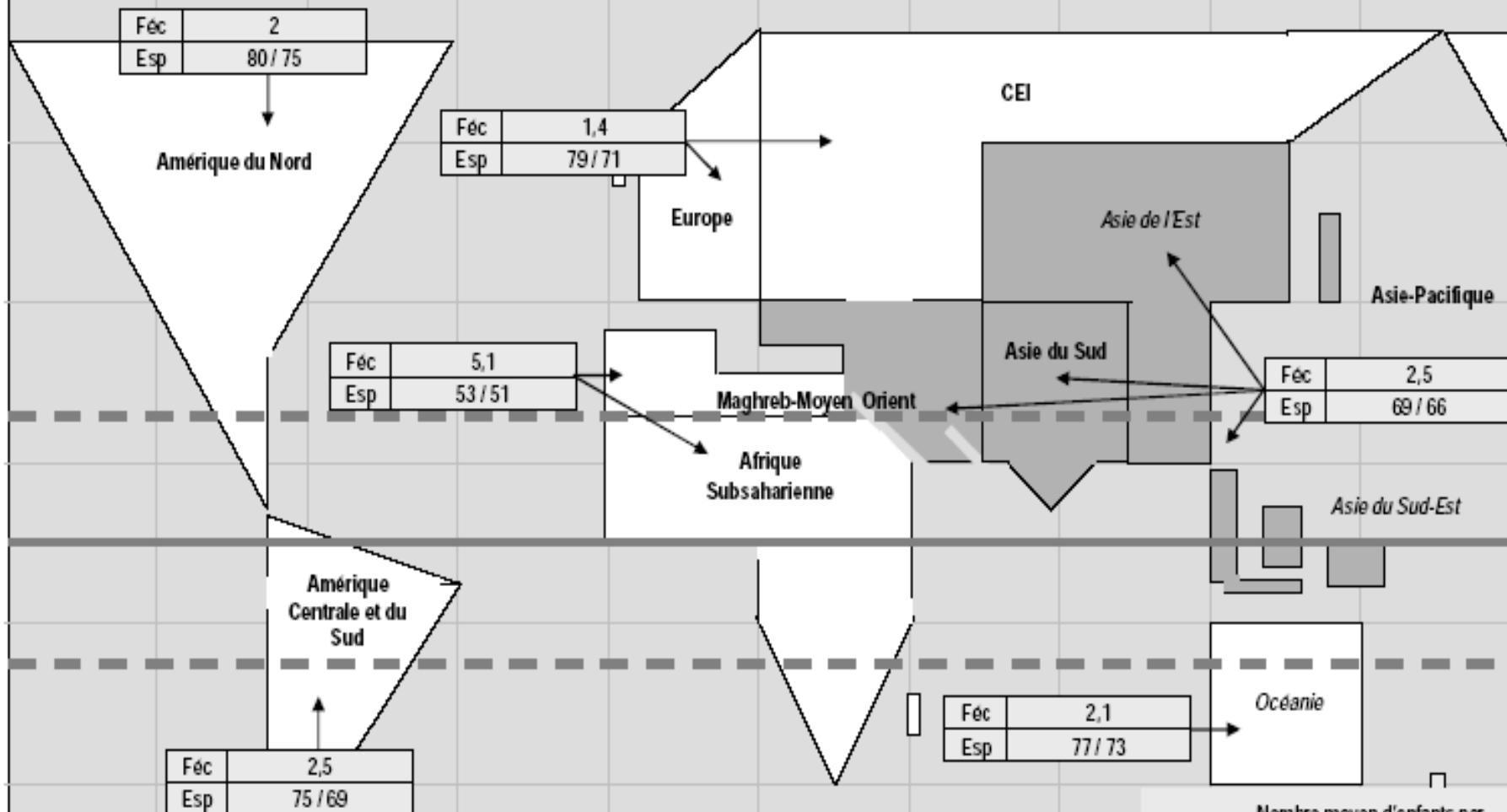


N / M	Naissances / Décès	=	N	Natalité pour 1.000 habitants.
			M	Mortalité pour 1.000 habitants.
<i>Statistiques 2006</i>				
IDH	Indice	=	IDH	Indicateur Développement Humain : le meilleur indice est « 1 » le pays en tête étant la Norvège avec 0,944.
<i>Statistiques 2001</i>				

Adapté de « Images économiques du monde » A. Gamblin, Édition Armand Colin.
 Pour N/M : 2007, p. 53-54 et pour IDH : 2004, p. 36.

Fécondité/ espérance de vie

Fécondité monde : 2,7
Espérance monde : 69 / 65



Adapté de « Images économiques du monde » A. Gamblin.
Édition Armand Colin, 2007, p. 51-52.

Féc	Enfants
Esp	Années
Statistiques 2006	

Fécondité = Nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer.
Espérance de vie F/H = Nombre d'années à la naissance.

Tendance mondiale de l'espérance de
vie et du revenu par habitant

Tendances mondiales de l'espérance de vie à la naissance et du revenu par habitant (1960-2000)

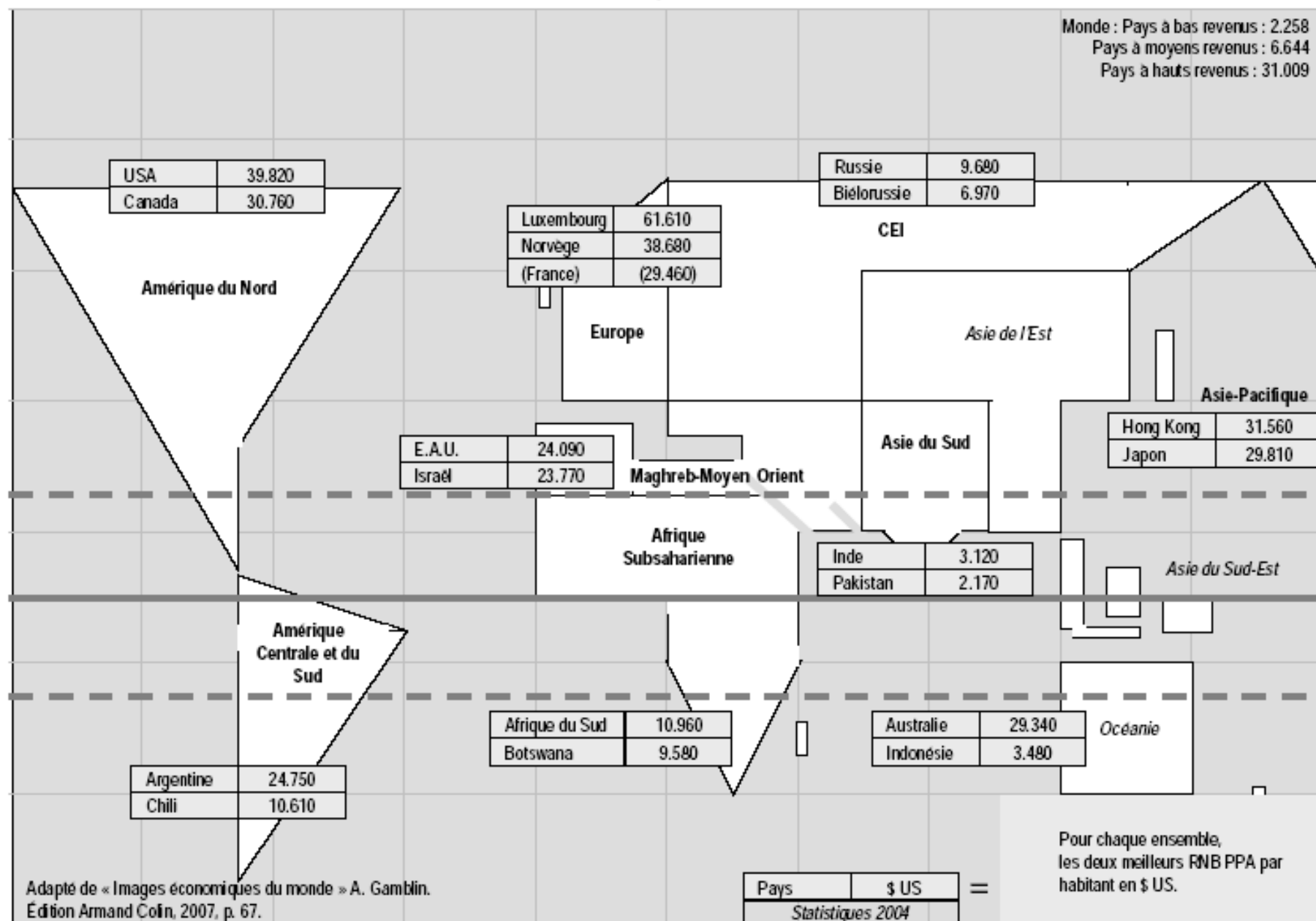
	1960		2000		Valeur des acquis en espérance de vie en termes de revenu annuel	Taux de croissance annuel du revenu total (en pourcentage)
	Espérance de vie	Revenu par habitant	Espérance de vie	Revenu par habitant		
Europe et Asie centrale	68	\$ 6 810	76	18 281	\$ 1 809	2,7
Asie de l'Est et Pacifique	42	\$ 1 317	71	5 866	\$ 2 600	4,8
Amérique latine et Caraïbes	56	\$ 3 459	70	7 161	\$ 1 365	2,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	48	\$ 1 935	69	5 525	\$ 1,817	3,4
Amérique du Nord	70	\$ 12 380	77	32 880	\$ 2 804	2,7
Asie du Sud	44	\$ 892	63	2 346	\$ 635	3,1
Afrique subsaharienne	41	\$ 1 470	46	1 573	\$ 72	0,3
50 % des pays les plus pauvres en 1960	41	\$ 896	64	3 092	\$ 1 456	4,1
50% des pays les plus riches en 1960	65	\$ 7 195	74	18 162	\$ 2 076	2,6
Monde	49	\$ 2 983	67	7 236	\$ 1 627	2,8

Source: Gary S. Becker, Tomas J. Philipson et Rodrigo R. Soares, «The Quantity of Life and the Evolution of World Inequality, " American Economic Review 95, no 1 (2005).

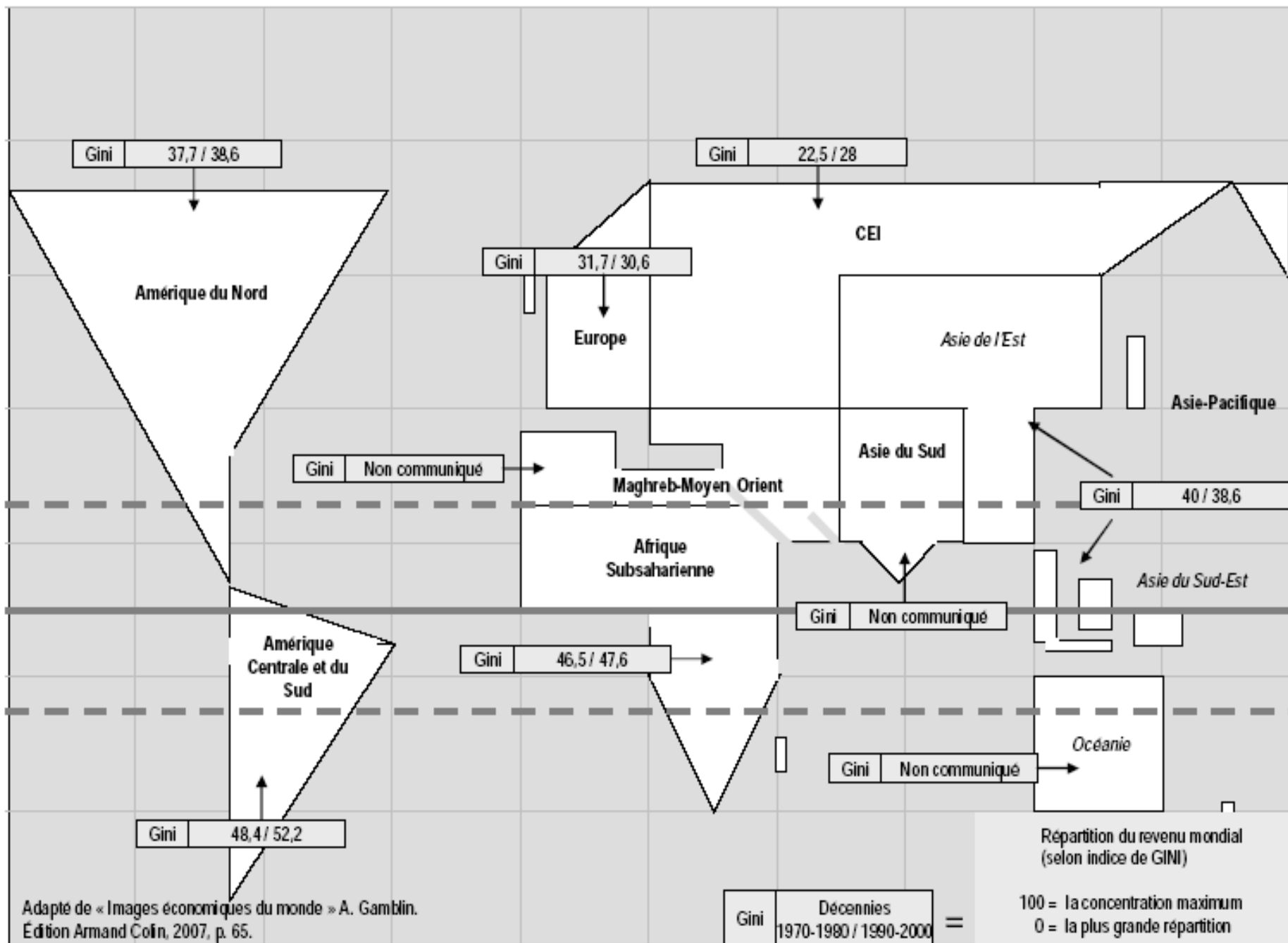
RNB/PPA par habitant

RNB PPA par habitant

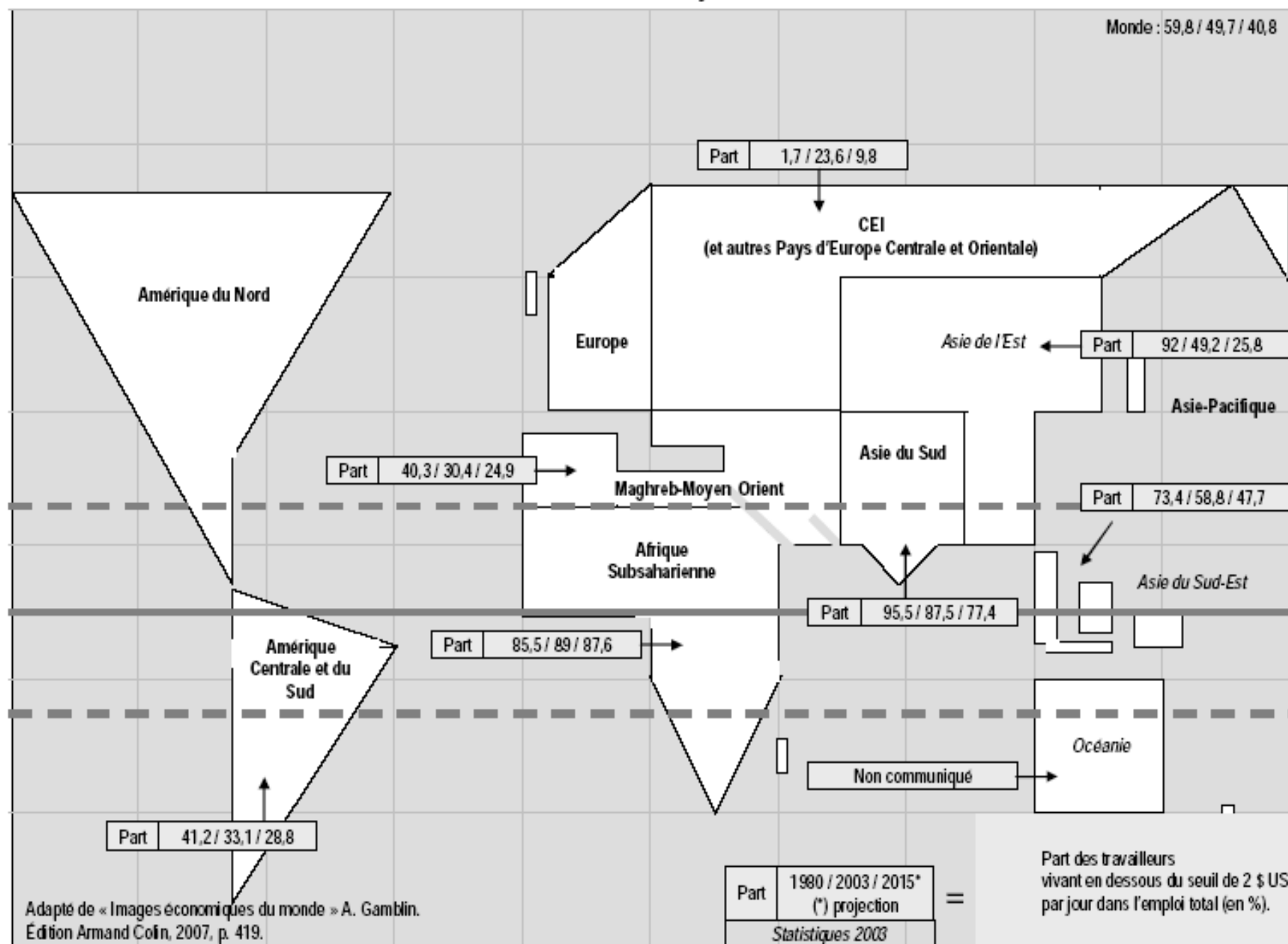
Monde : Pays à bas revenus : 2.258
 Pays à moyens revenus : 6.644
 Pays à hauts revenus : 31.009



Répartition du revenu national



Travailleurs vivants en dessous du seuil
de 2\$ par jour



Module 3: Syndicat et examen du budget de l'Etat

Le budget de l'Etat

Le budget de l'Etat, c'est beaucoup de chiffres, mais ça peut se comprendre et ça vaut la peine parce que ça a un effet direct sur la manière dont nous allons vivre ou pas la solidarité entre nous comme société. Il est essentiellement composé de recettes et de dépenses.

Les chiffres de base du budget
(exemple des pays de l'UEMOA en
milliard de FCFA courant

	2003	2004	2005	2006 (a)
I RECETTES TOTALES (1 + 2)	<u>3 986,7</u>	<u>4 291,1</u>	<u>4 633,3</u>	<u>5 092,4</u>
1 Recettes	3 492,9	3 725,1	3 998,7	4 464,1
Recettes fiscales	3 118,8	3 309,3	3 579,6	3 934,4
Recettes non fiscales	324,4	339,3	370,5	474,3
Autres recettes	49,7	76,5	48,5	55,4
2 Dons extérieurs	493,8	566,0	634,6	628,3
II DÉPENSES TOTALES ET PRÊTS NETS (3 + 4 + 5)	<u>4 469,4</u>	<u>4 838,2</u>	<u>5 306,4</u>	<u>5 744,3</u>
3 Dépenses courantes	3 013,1	3 241,4	3 452,7	3 883,0
Salaires	1 181,0	1 253,8	1 362,1	1 465,6
Intérêts de la dette publique	352,8	310,9	289,7	283,3
<i>intérieure</i>	46,1	49,2	42,5	69,3
<i>extérieure</i>	298,9	253,1	240,5	206,0
Autres dépenses courantes	1 479,3	1 470,8	1 768,3	1 946,5
4 Dépenses en capital	1 272,5	1 504,6	1 674,4	1 768,4
Sur financement interne	594,1	668,3	799,8	913,0
Sur financement externe	678,4	836,3	874,6	852,8
Autres dépenses	0,0	53,3	154,0	68,1
5 Prêts nets	8,4	10,1	22,3	29,9

Comment analyser un Budget

1. Lire les budgets
2. Techniques d'analyse
3. Que peut-on apprendre des budgets ?

Les budgets peuvent avoir les mêmes informations présentées de deux manières différents

1. Listées par fonction:

- Chaque Ministère est divisé en programmes
- et chaque programme est divisé en sous-programmes

2. Lister par nature

Deux principales sections:

- Dépenses courantes
- Dépenses en capital

Des sous-sections:

- Rémunérations
- Aides et subventions
- Biens et services etc.

Techniques pour analyser un Budget

- Technique 1: Calculer une part du budget total
- Technique 2: Déterminer si la part est croissante ou décroissante
- Technique 3: Convertir une allocation nominale en termes réels
- Technique 4: Calculer le taux de croissance
- Technique 5: Calculer la moyenne du taux de croissance réel annuel

Calculer une part du budget total

Nous utilisons les pourcentages pour mesurer comment le budget donne la priorité à certaines questions. Nous utilisons souvent le pourcentage pour exprimer:

- Le budget d'un ministère comme une partie du budget du pays
- Un programme comme une partie du budget total d'un ministère
- Un sous-programme comme une partie du budget total d'un programme

Quelques exemples pratiques:

- Quel pourcentage du budget total est alloué à l'éducation ?
- Quel pourcentage du budget de l'éducation est alloué au personnel?

Déterminer si la part est croissante ou décroissante

La croissance ou décroissance de la part du budget peut nous renseigner sur les variations des priorités du gouvernement

Quelques exemples pratiques:

- En 2001, X % du budget est alloué à l'éducation
- En 2002, X % du budget est alloué à l'éducation
- Quelle priorité le gouvernement accorde-t-il à l'éducation ?

Convertir une allocation nominale en
terme réel

Pour savoir la vraie valeur d'une allocation, il faut l'ajuster par rapport aux autres années pour tenir compte de l'inflation. Comment faire?

- Choisir une année de base
- Si les autres années en considération suivent l'année de base il faut déflater, pour le cas opposé il faut inflater
- Pour calculer l'inflateur, il faut ajouter 1 au taux d'inflation divisé par 100
- Pour calculer le déflateur il faut soustraire le taux d'inflation divisé par 100 de 1
- Pour déflater, on divise par le déflateur ; pour inflater, on divise par l'inflateur

Exemple: le budget de l'éducation

Année	2001	2002
Montant	281849	277534

Si on prend 2001 comme année de base et un taux d'inflation de 5 % cela donne un déflateur de :

$$1 + \frac{5}{100} = 1.05$$

Et 277534 divisé par 1.05 donne une valeur réelle de 264318 pour 2002.

Calculer le taux de croissance

$$\text{Taux de croissance} = \frac{(\text{année 2} - \text{année 1})}{\text{année 1}} \times 100$$

Par exemple: Le Budget de l'Éducation

Année	2001	2002
Montant	281849	264318

Ca donne un taux de croissance réel
de:

$$= \frac{(264318 - 281849)}{281849} \times 100$$

= - 6.22% à comparer avec un taux de
croissance nominal de - 1.05% !

Calculer la moyenne du taux de
croissance annuel

Cela donne une vue globale des grandes tendances à moyen-terme

Moyenne annuelle du taux de croissance =
addition des taux de croissance des années
sélectionnées divisée par le nombre de taux
de croissance

Par exemple: $\frac{(1\% + 5\% + 4\%)$

3

= 3% de croissance moyenne sur une
période de 3 ans

Que peut-on apprendre du budget

1. Suffisance: Combien est budgétisé ?

- Les termes nominaux peuvent-ils nous dire si l'allocation est suffisante (per capita)?
- Les termes réels nous disent-ils si l'allocation est alignée sur l'inflation ?

2. Priorité: Comment se partage l'allocation des ressources entre les différentes priorités ?

- Pour déterminer quelles priorités du gouvernement sont spécifiées dans le budget
- Pour vérifier si les priorités politiques annoncées correspondent aux priorités budgétaires
- Pour déterminer si le gouvernement tient ses promesses (engagements politiques)

3. Progrès: Est-ce que la réponse du gouvernement s'améliore sur cette question?

- Pour surveiller la réponse gouvernementale

4. Équité: Est-ce que les ressources sont équitablement allouées?

Cinq points de départs pour l'analyse du budget

1. Par secteur social : santé, sécurité sociale, éducation
2. Par groupe de population : personnes handicapées, enfants
3. Par programme de gouvernement : éducation primaire, allocation de soutien à l'enfant
4. Par enjeu : VIH/Sida, abus sexuel des enfants
5. Utiliser les documents politiques comme références (par exemple les Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté)

Revue des dépenses publiques (exemple de l'UEMOA

	2003	2004	2005	2006 (a)
II DÉPENSES TOTALES ET PRÊTS NETS (3 + 4 + 5)	<u>4 469,4</u>	<u>4 838,2</u>	<u>5 306,4</u>	<u>5 744,3</u>
3 Dépenses courantes	3 013,1	3 241,4	3 452,7	3 883,0
Salaires	1 181,0	1 253,8	1 362,1	1 465,6
Intérêts de la dette publique	352,8	310,9	289,7	283,3
<i>intérieure</i>	46,1	49,2	42,5	69,3
<i>extérieure</i>	298,9	253,1	240,5	206,0
Autres dépenses courantes	1 479,3	1 470,8	1 768,3	1 946,5
4 Dépenses en capital	1 272,5	1 504,6	1 674,4	1 768,4
Sur financement interne	594,1	668,3	799,8	913,0
Sur financement externe	678,4	836,3	874,6	852,8
Autres dépenses	0,0	53,3	154,0	68,1
5 Prêts nets	8,4	10,1	22,3	29,9

Les dettes publiques dans l'UEMOA

DETTE EXTÉRIEURE	2003	2004	2005	2006	2007
Encours de la dette extérieure (Milliards de XOF)	14 146,9	13 665,9	14 303,1	11 528,2	10 529,4
Service de la dette extérieure (Milliards de XOF)	960,0	868,8	769,6	2024,3	574,5
Encours de la dette extérieure / PIB (en %)	65,4	60,5	58,9	44,6	38,3
Service de la dette extérieure / Exportations totales (en %)	14,8	12,2	9,5	24,7	6,0
Service de la dette extérieure / Recettes totales hors dons (en %)	27,5	23,2	19,1	45,7	11,7

Extrait de l'annexe statistique du RSML de juin 2007

Le rôle des syndicats et la formulation des propositions

- ❑ L'action syndicale doit consister à militer pour l'effectivité du fonctionnement de la cour des comptes;
- ❑ Les syndicats doivent réclamer une représentation à la cour des comptes
- ❑ Participer activement au processus d'élaboration du budget
- ❑ Œuvrer en vue d'une efficacité pour l'atteinte des performances économiques et sociaux espérées.
- ❑ L'appropriation du concept d'un système international des finances publiques